



Intelligence populaire & transformation du travail

Nicolas Latteur ■ septembre 2024

Et si les salariés refusaient d'être expropriés de la définition de leur propre futur ? Dans cette perspective, il apparaît essentiel d'affirmer leur pleine légitimité à dire ce qui se joue au travail et le caractère éminemment politique de cette connaissance pratique. Cette dernière dessine les contours d'une « critique populaire de l'exploitation ». Elle s'accompagne de pratiques de résistance dans lesquelles des tentatives de réappropriation des finalités du travail sont expérimentées et des perspectives d'émancipation sont élaborées¹.

Cette intelligence populaire est précieuse pour la construction d'approches autonomes de la santé et de la sécurité au travail. Elle est déterminante pour la recomposition d'un syndicalisme dans lequel les classes populaires interviennent dans les domaines où se règle leur propre destinée. Elle promeut une approche qui ne se cantonne pas à soigner des maux mais qui entend agir sur les rapports sociaux qui les produisent. Elle nous permet de mieux comprendre le renouvellement des modalités de l'exploitation et de mieux résister aux pièges tendus par les méthodes d'organisation du travail.

« Mon entreprise, c'est plusieurs entreprises dans la même »

Comme le décrit Patrick, technicien de maintenance dans une multinationale, l'entreprise est désormais une entité aux frontières floues. Les salariés vivent une transformation du cadre dans lequel les emplois s'exercent. Sans cesse confrontés à des réorganisations, à des restructurations, à des injonctions à l'agilité, une part croissante d'entre eux œuvre en dehors d'une entreprise : aides à domicile, agents de maintenance ou de sécurité, employées en télétravail, etc. Des pans entiers du capital peuvent faire l'économie de l'entreprise et s'organiser au travers de chaînes productives internationalisées composées de maillons très hétérogènes. Ces chaînes de captation de la valeur débordent et se substituent aux entreprises. Des normes sont définies par des pouvoirs éloignés des lieux de travail. Les salariés apparaissent dirigés à distance et contrôlés en permanence. Accaparés par les directions, la sécurité devient un outil disciplinaire. Invisibilisées par un masquage pseudo-scientifique ou des procédures bureaucratiques, nombre de questions de santé sont ignorées quand ce ne sont pas les travailleurs qui sont renvoyés à leur responsabilité individuelle.

Les temps sont certes difficiles mais le monde du travail ne reste pas sans réaction. Des pratiques expérimentées par des militants syndicaux et des collectifs permettent d'appréhender comment des réponses peuvent être construites. Les résistances se renouvellent parfois même là où on les pensait impossibles. Le salariat est décidément irréductible à toute pacification. Des pratiques décrites par des travailleurs se dégagent trois grands enjeux qui illustrent la manière dont la question de la santé est déterminante pour la recomposition de formes d'action collective.

¹ C'est précisément en partant de la parole des salariés que des éléments d'analyse sur les transformations du travail seront abordées et que des perspectives émancipatrices seront dessinées. C'est la démarche développée dans Nicolas Latteur, *Critique populaire de l'exploitation. Ce que devient le travail*, Le Bord de l'eau, 2023. Basée sur une centaine d'entretiens réalisés auprès de salariés de France et de Belgique, l'ouvrage explore les transformations du capitalisme, les conditions de travail dans les métiers du *Care* et de la reproduction sociale ainsi que les résistances qui se construisent. Les différentes expériences dont il est question dans le texte y sont développées.

Enjeu 1 : Reconstituer syndicalement les différents maillons de la chaîne productive

Les exemples de salariés isolés exposés à des radiations ou à des substances cancérigènes ne manquent pas. Pour combattre l'isolement et l'individualisation des relations de travail dans ce capitalisme sans entreprise, des délégations syndicales tentent de constituer des réseaux. Elles créent, souvent grâce à de longues années d'un travail patient, des liens de confiance avec des travailleurs qui les informent des pressions qu'ils subissent, des injonctions contradictoires qu'ils doivent gérer et des atteintes à la sécurité qu'ils vivent quotidiennement. Ces violences et ces contradictions qui sont au cœur du travail réel sont rendues visibles et forment le socle sur lequel des représentants du personnel reconstruisent des collectifs et développent des pratiques de contrôle des stratégies patronales. Celles-ci sont expérimentées notamment dans les *fast-foods*, la maintenance industrielle ou encore dans le secteur des aides à domicile. Ces pratiques ont pour dénominateur commun de s'approprier la redéfinition des espaces et des lieux sur lesquelles elles sont légitimes. Cela suppose que des militants distinguent la légalité – qui cantonne souvent le syndicalisme dans des espaces de plus en plus restreints – de la légitimité – où ils tentent de construire un rapport de forces en refusant la gouvernance managériale qu'ils perçoivent, à juste titre, comme la mise en œuvre de techniques qui les dépossèdent des questions qui les concernent. Cette gouvernance déploie un discours « prêt-à-porter » ou « clef sur porte » qui tente de dépolitiser les questions du travail, de la santé et de la sécurité. L'enjeu est ici la définition autonome des périmètres de l'action syndicale. Ce qui ne va pas sans confrontation et sans prise de risques.

Enjeu 2 : Convergence des luttes

Des salariés décrivent des violences racistes ou sexistes. Des militants syndicaux s'attèlent à intégrer, dans leurs analyses et leurs combats, la pluralité des rapports sociaux de domination qui traversent le monde du travail. Les rapports sociaux de classe, de genre et de racisation sont compris comme une composante déterminante de la conflictualité sociale.

C'est pour cela que des équipes syndicales ont construit des enquêtes qui facilitent la libération de la parole sur des expériences de discrimination, d'humiliation et d'atteinte à l'intégrité physique et psychique. C'est pour cela également que des délégations tentent d'élargir leur répertoire d'actions collectives. Plutôt que de se cantonner aux procédures légales sur les violences au travail (harcèlement, agression...), des militants évaluent l'efficacité de différents modes d'action qu'ils définissent de manière autonome pour combattre des actes intolérables. Ils pratiquent du syndicalisme d'action directe où les moyens mobilisés trouvent leur légitimité dans la défense de travailleuses précaires. Exemple parmi d'autres, Elsa, déléguée syndicale au sein d'une entreprise de l'électronique,

qui a organisé un arrêt de travail pour contraindre sa hiérarchie à cesser les pratiques de harcèlement sur de jeunes ouvrières intérimaires².

Enjeu 3 : Partir du travail comme expérience concrète

Partir de la connaissance pratique du travail est un élément indispensable pour former le fil d'un nouveau projet d'émancipation. Nombre de militants et de travailleurs prennent à bras le corps les questions des moyens et des fins de leur travail.

Certains tentent de redéfinir les finalités de leur travail, comme ces travailleuses sociales qui résistent aux injonctions de contrôle et tentent de promouvoir les droits des populations qu'elles rencontrent³. D'autres défendent un syndicalisme qui refuse de marchander la santé des salariés contre des avantages financiers. Ces travailleurs et d'autres encore politisent le travail en révélant les contradictions à l'œuvre, en rendant visible les problèmes concrets générés par l'organisation et les conditions de travail. C'est là un enjeu central pour le syndicalisme même si ce dernier peine parfois à intégrer cette dimension.

Ces travailleurs sont engagés dans la redéfinition des finalités de leur activité. Ils contestent la légitimité du capital et de la « gouvernance managériale » qui ont le monopole sur cette question essentielle d'un point de vue social et écologique. Alors qu'ils n'ont pas de légitimité juridique à le faire, ils décident de s'affirmer. C'est d'ailleurs parfois grâce à cette autonomie conquise que des soins sont prodigués ou que des services sont encore assurés.

Certes, cet investissement peut s'avérer coûteux. Les salariés y jouent leur dignité ou leur santé et parfois s'épuisent. Ils ne sont pas à l'abri de répressions brutales et arbitraires. Mais ils disent aussi comment inventer des modalités de résistance aux violences subies et aux méfaits d'un capitalisme néolibéral dont le caractère répressif s'affirme de jour en jour.

Ils s'attèlent à construire le syndicalisme comme mouvement autonome des classes populaires en s'appropriant les questions qui les concernent. Il s'agit, en premier lieu, de celles liées à leur santé qu'ils décident de ne pas vendre et de ne pas déléguer. Ils illustrent qu'il ne peut y avoir d'avancées sans activité autonome des salariés et de leurs représentants.

² Voir pour cette expérience : Nicolas Latteur, *Travailler Aujourd'hui. Ce que révèle la parole des salariés*, Editions du Cerisier, 2027, p. 75-76.

³ Voir Nicolas Latteur, *Critique populaire de l'exploitation. Ce que devient le travail*, p. 188-209.